

Expulsions, Le Gouvernement économise sur l'hébergement d'urgence

La majorité municipale a récemment appris l'expulsion en cours de plusieurs familles hébergées par le 115. Parmi elles, plusieurs ont des enfants scolarisés dans les écoles de la ville.

Selon nos informations, cette décision d'expulsion prise par la DRIHL impacterait près de 200 familles dans l'ensemble du département du Val-de-Marne. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que les services municipaux n'ont pas été prévenus. En effet, les familles concernées sont connues et ces expulsions auront des conséquences directes sur la scolarité des enfants.

La municipalité déplore ces évacuations décidées sans concertation, à quelques semaines de la trêve hivernale. Une nouvelle fois, le gouvernement choisit de réaliser des économies sur les plus fragiles alors même que le budget de la défense augmentera de plus de 6 milliards d'euros en 2026.

À l'approche de la trêve hivernale, cette situation, qui concerne des dizaines d'enfants vitriots, démontre plus que jamais l'importance de construire davantage de logements sociaux.

Chaque année, la précarité progresse et de nouvelles familles se retrouvent dépendantes des dispositifs d'hébergement d'urgence relevant du 115.

Les services du CCAS de Vitry restent mobilisés aux côtés des familles concernées par ces expulsions. Nous dénonçons des décisions gouvernementales conduisant des familles déjà en détresse vers l'errance et plongeant des enfants dans une instabilité scolaire permanente.

Nous réaffirmons notre attachement à une politique nationale ambitieuse du logement social et de l'insertion par l'emploi. Ces deux leviers sont indispensables pour lutter durablement contre la précarité gangrénant nos territoires. Nous demandons des moyens renforcés pour la construction de logements sociaux ainsi qu'une véritable politique sociale et d'insertion.

En attendant, nous nous assurons du relogement immédiat des familles concernées.

La Majorité municipale